



**PRÉFET
DES ALPES-
MARITIMES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PROJET

**Direction départementale
des territoires et de la mer
Service eau, agriculture,
forêt et espaces naturels**

Réf. : DDTM-SEAFEN-AP_n°2022-

Nice, le

**ARRÊTÉ CADRE DÉPARTEMENTAL
PORTANT RÉVISION DU PLAN D'ACTION SÉCHERESSE
DES ALPES-MARITIMES**

Le préfet des Alpes-Maritimes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L211-3 et R211-69 ;

VU le code de la santé publique ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2215-1 et L2212-2 ;

VU l'arrêté du 21 mars 2022 du préfet coordonnateur du bassin Rhône-Méditerranée approuvant le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin (SDAGE) et le programme de mesures 2022-2027 du bassin Rhône-Méditerranée ;

VU le décret n°2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif au pouvoir des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les Régions et les Départements ;

VU le décret du Président de la République du 24 avril 2019 nommant M. Bernard GONZALEZ préfet des Alpes-Maritimes ;

VU le rapport sur le retour d'expérience sur la gestion de la sécheresse 2019 dans le domaine de l'eau, de décembre 2019, du Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable ;

VU l'instruction de la ministre de la transition écologique et solidaire du 23 juin 2020 précisant les orientations techniques à mettre en œuvre suite au retour d'expérience de la gestion de la sécheresse 2019 ;

VU le décret n° 2021-795 du 23 juin 2021 relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse ;

VU l'instruction de la ministre de la transition écologique du 27 juillet 2021 relative à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse hydrologique ;

VU le guide de mise en œuvre des mesures de restriction des usages de l'eau en période de sécheresse (à destination des services chargés de leurs prescriptions en métropole et en outre-mer) du ministère de la transition écologique de juin 2021 ;

VU l'instruction du ministre de l'agriculture et de l'alimentation du 22 juin 2021 précisant les orientations techniques pour faciliter la mise en œuvre des mesures d'anticipation et de gestion de la sécheresse dans le secteur agricole ;

VU l'arrêté du préfet coordonnateur du bassin Rhône-Méditerranée du 23 juillet 2021 relatif au renforcement de la coordination des mesures de gestion de la sécheresse sur le bassin Rhône-Méditerranée ;

CONSIDERANT que les mesures de vigilance, de restriction ou d'interdiction provisoire de certains usages de l'eau peuvent être rendues nécessaires pour la préservation de la santé, de la salubrité publique, de l'alimentation en eau potable, des écosystèmes aquatiques et pour la protection de la ressource en eau ;

CONSIDERANT que la planification des mesures de limitation des prélèvements d'eau est essentielle pour garantir l'efficacité, la cohérence, la progressivité et l'acceptabilité des mesures, permettant une plus grande transparence et garantissant une solidarité entre usages et usagers ;

CONSIDERANT la nécessité d'anticiper les situations de pénurie, de renforcer les actions de communication auprès des usagers, et de réduire les délais entre l'appréciation de l'évolution de la situation et la prise des mesures réglementant les usages de l'eau et leur application ;

CONSIDERANT que les mesures de limitations des prélèvements d'eau ne doivent pas seulement tenir compte des limites administratives des départements dans lesquels elles sont arrêtées, mais également de la réalité hydrologique et hydrogéologique de la ressource en eau concernée ;

CONSIDERANT que le plan sécheresse des Alpes-Maritimes antérieur nécessite d'être révisé pour la gestion de l'étiage 2022, conformément à l'article 3 de l'arrêté du 23 juillet 2021 du préfet coordonnateur du bassin Rhône-Méditerranée ;

CONSIDERANT que le département des Alpes-Maritimes est concerné par le bassin versant interdépartemental de la Siagne justifiant de disposer de mesures coordonnées avec le département limitrophe du Var ;

CONSIDERANT les avis exprimés par les membres du Comité Ressource sur le projet du présent arrêté lors des séances du [xx mois année] ;

CONSIDERANT qu'en application de l'article L123-19-1 du Code de l'Environnement, la présente décision a été précédée de la mise en œuvre du principe de participation du public, par la mise à disposition du projet d'arrêté sur le site internet de la préfecture des Alpes-Maritimes ;

CONSIDERANT les avis émis lors de la consultation du public qui s'est déroulée du [xx mois année] au [xx mois année], en application de l'article L123-19-1 du Code de l'Environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes ;

ARRÊTE :

Article 1 : Abrogation

L'arrêté préfectoral n°103 du 17 juillet 2019, approuvant le plan d'action sécheresse, est abrogé.

Le Plan d'Action Sécheresse joint au présent arrêté annule et remplace le précédent approuvé par arrêté préfectoral du 17 juillet 2019.

ARTICLE 2 : Objet

Le plan d'action sécheresse du département, joint au présent arrêté, définit les seuils de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée et de crise en cas de sécheresse, et les mesures correspondantes de gestion des usages de la ressource en eau dans le département des Alpes-Maritimes, à l'exception du bassin versant de la Siagne.

En cas de survenance d'une situation de sécheresse dans le département, des arrêtés préfectoraux spécifiques prononceront les stades progressifs de sécheresse prévus par le plan dans les bassins versants concernés et préciseront les mesures applicables de limitation provisoire des usages.

ARTICLE 3 : Mesures de publicité

Le présent arrêté sera :

- publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture des Alpes-Maritimes,
- transmis aux maires pour être affiché en mairie pendant une durée minimale d'un mois, puis tenu à la disposition du public dès que le stade de vigilance sera arrêté.

Les arrêtés relatifs à la situation de sécheresse sont également mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture des Alpes-Maritimes et le site national propluvia :

<https://www.alpes-maritimes.gouv.fr/politiques-publiques/environnement-risques-naturels-et-technologiques/l-eau/gestion-de-la-secheresse>

<https://propluvia.developpement-durable.gouv.fr/propluviapublic/>

ARTICLE 4 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet des Alpes Maritimes ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du ministre en charge de l'environnement, dans un délai de deux mois. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du tribunal administratif de Nice dans le même délai suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux hiérarchique.

Les particuliers peuvent déposer leurs recours et s'adresser par la voie électronique au tribunal à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures <https://www.telerecours.fr/>

ARTICLE 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes, le sous-préfet de Grasse, le sous-préfet Nice Montagne, le directeur départemental des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement PACA, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur départemental de la sécurité publique, le délégué départemental de l'agence régionale de santé, le chef du service départemental de l'office français pour la biodiversité, le chef du service départemental des services d'incendie et de secours et les maires des communes du bassin versant de la Siagne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

PLAN D'ACTION SÉCHERESSE

SOMMAIRE

1. CONTEXTE GENERAL DU DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES.....	6
2. REGLEMENTATION.....	7
3. CHAMP D'APPLICATION.....	9
4. ZONAGE.....	10
5 LES QUATRE STADES DIFFÉRENTS : VIGILANCE, ALERTE, ALERTE RENFORCÉE ET CRISE.....	14
6. MESURES EN STADE DE VIGILANCE	
6.1.Sensibilisation et bonnes pratiques.....	19
6.2. Agriculture.....	19
6.3. Opérations susceptibles de générer des rejets polluants.....	19
7. MESURES POUR LES STADES D'ALERTE, ALERTE RENFORCÉE ET DE CRISE	
7-1 Mesures à destination des préleveurs.....	20
7-2 Mesures à destination des consommateurs.....	20
Mesures relatives aux usages agricoles.....	26
Mesures relatives aux usages industriels artisanaux et commerciaux.....	27
Mesures relatives aux autres usages.....	27
Autres mesures.....	27
8 RETOUR A LA SITUATION NORMALE.....	28
9 MODALITÉS DE COMMUNICATION ET D'INFORMATION DU PUBLIC.....	28
10 RÔLE DES MAIRES.....	29
11 CONTRÔLES ET SANCTIONS.....	29
Annexes.....	30
Annexe 1 : Conseils pour la gestion économique de l'eau en période estivale.....	30
Annexe 2 : Exemple d'arrêté municipal de restriction.....	31
Annexe 3 : Informations techniques sur le suivi de la situation sécheresse.....	33
Annexe 4 : Formulaire de déclaration des besoins prioritaires et non prioritaires.....	35
Annexe 5 : Tableau de correspondance.....	36

OBJET DU PLAN D’ACTION SECHERESSE

L’objet du présent document est de définir le dispositif permettant de gérer les situations de déficit des ressources en eau liées à une insuffisance des précipitations par la prise de mesures exceptionnelles de limitation ou de suspension temporaire des usages de l’eau. Il n’exclut pas des mesures plus ciblées.

L’objectif général est de gérer la situation de pénurie et de préserver les usages prioritaires, en premier lieu liés à la santé, la sécurité civile, l’alimentation en eau potable et le maintien d’un débit minimal dans les cours d’eau pour préserver la vie biologique.

Ce plan est également une incitation à la lutte contre le gaspillage pour les gestionnaires et les usagers : en effet, la maîtrise des prélèvements s’avère être un outil efficace pour retarder l’apparition de situations de pénurie.

1. CONTEXTE GÉNÉRAL DU DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

Encore quasiment autonome pour son alimentation en eau (262 Mm³ produit pour 265 Mm³ consommés en 2016¹), le département bénéficie d’une situation climatique avantageuse qui cumule sur le territoire départemental les effets de la présence des Alpes (qui culminent à plus de 3000 m), de la mer ainsi que de plusieurs réservoirs naturels importants (massifs karstiques et nappes).

Le département a la particularité d’avoir des besoins globaux en eau qui tendent à se confondre avec les prélèvements destinés à la production d’eau potable qui représentent plus de 90% des volumes.

Les ouvrages de transfert d’eau réalisés dès la fin du XIXe siècle, puis après la seconde guerre mondiale, ont permis d’assurer de manière satisfaisante l’alimentation en eau de la zone littorale avec une population en croissance constante. En parallèle, nombre de communes du haut et du moyen pays ont conservé une alimentation traditionnelle à partir de multiples sources, complétée par les canaux d’arrosage pour les besoins « domestiques » d’arrosage des jardins.

Parallèlement se sont développés des usages domestiques diffus sous la forme de petits captages notamment par forage dont l’incidence globale est difficile à quantifier mais dont l’influence lors des étiages marqués est certaine.

Les différentes situations déficitaires qui ont touché le département ont révélé que le système actuel atteignait ses limites alors que la ressource est déjà fortement mobilisée. La plus récente a débuté dès le mois mai 2017 avec une absence de précipitation dont les effets se sont fait sentir jusqu’en début d’année 2018 pour les territoires de montagne. Ce phénomène a été particulièrement accru du fait de l’absence de phénomènes orageux touchant habituellement, et de manière quasiment journalière, le haut pays et notamment la vallée du Haut-Var.

1 données agence de l’eau RMC

Ces années de sécheresse ont pu démontrer que l'eau n'est pas une ressource inépuisable. Quelles que soient les nouvelles ressources envisagées pour le futur, il convient d'une part de favoriser la sensibilisation à un usage raisonné et économe en tout temps. D'autre part, des mesures de limitation des usages et des prélèvements en cas de nouvelle sécheresse peuvent constituer un mécanisme régulateur intéressant.

Les bassins versant du Loup, de la Cagne et de la Siagne sont identifiés en situation de déséquilibre quantitatif dans le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2016-2021.

Après plusieurs années de travaux, une version définitive des Programmes de Gestion de la Ressource en Eau (PGRE) du Loup et de la Cagne a été adoptée le 11 octobre 2021². Ces bassins versants ont été classés en Zone de Répartition des Eaux (ZRE) par arrêtés préfectoraux du 26 décembre 2018 et du 10 juin 2021.

L'élaboration du SAGE Siagne est en cours de réalisation et la validation par la Commission Locale de l'Eau des rapport des Etudes des Volumes Prélevables (EVP) et PGRE aura lieu en mai 2022.

L'amélioration de la gestion de l'eau et des milieux aquatiques nécessite l'engagement du plus grand nombre, et tout particulièrement des élus locaux qui sont les acteurs les plus proches du terrain. C'est pourquoi ce plan d'action sécheresse s'adresse également à eux.

2. REGLEMENTATION

Contexte réglementaire du plan d'action sécheresse

La loi sur l'eau de 1992 dans son article 9 (article L 211-3 du code de l'environnement) a institué un dispositif permettant au préfet de prendre des mesures exceptionnelles de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau en complément des règles générales qui comprennent notamment l'organisation des différents usages au travers de leur situation administrative.

Les articles R.211-66 et suivants du code de l'environnement et la circulaire du 18 mai 2011 précisent la procédure à mettre en place.

Cette procédure de limitation ou de suspension des usages ou des prélèvements d'eau est valable en période de sécheresse avérée, mais également à titre préventif dans la ou les zones géographiques prédéfinies où une hiérarchisation des usages peut s'avérer nécessaire pour préserver les besoins incompressibles notamment au regard de la santé ou de la sécurité.

Les mesures conformes de limitation et de suspension des usages de l'eau décidées par arrêté préfectoral sont conformes aux différents textes du niveau national et de Bassin, le décret gestion quantitative du 23 juin 2021, l'instruction nationale sécheresse du 27 juillet 2021, l'arrêté d'orientation du bassin Rhône-Méditerranée Corse du 23 juillet 2021 et le guide national sécheresse en date de juin 2021.

2 <https://www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr/gestion-de-leaugestion-quantitative-de-la-ressource-en-eau/plans-de-gestion-de-la-ressource-en-eau>

Rappels réglementaires concernant les usages et prélèvements d'eau

L'article R.214-1 du code de l'environnement prévoit que tout prélèvement dans un cours d'eau ou dans sa nappe d'accompagnement supérieur à 2% du débit moyen mensuel sec de récurrence 5 ans ou tout autre prélèvement supérieur à 10 000 m³/an est soumis à une procédure de déclaration ou d'autorisation au titre de la législation sur l'eau. Il est interdit de prélever dans des ouvrages non régulièrement autorisés ou non régularisés.

L'article L.214-18 du code de l'environnement prévoit que tout ouvrage de prélèvement dans un cours d'eau doit comporter des dispositifs maintenant un débit minimal garantissant en permanence, indépendamment des mesures de limitations éventuelles, la vie, la circulation et la reproduction des espèces vivant dans les eaux.

Ce débit minimum ne doit pas être inférieur au dixième du débit moyen interannuel (module) du cours d'eau au droit de l'ouvrage ou au débit à l'amont immédiat du prélèvement, si celui-ci est inférieur.

A noter que le débit moyen intègre l'ensemble des périodes y compris les hautes eaux et non pas seulement le débit d'étiage.

Lorsque le débit en amont de la prise est inférieur à la valeur opposable, aucun prélèvement n'est possible réglementairement.

L'article L.214-8 du code de l'environnement dispose que les installations soumises à autorisation ou à déclaration au titre de la législation sur l'eau permettant d'effectuer à des fins non domestiques des prélèvements en eau superficielle ainsi que toute installation de pompage des eaux souterraines doivent être pourvues des moyens de mesure ou d'évaluation appropriés (compteurs). Les données correspondantes doivent être conservées pendant trois ans et tenues à la disposition de l'autorité administrative.

Comité ressource en eau

Le comité ressource en eau permet de représenter l'ensemble des usagers de l'eau et constitue en cela l'instance de concertation en matière de gestion de la sécheresse. Il est composé :

- des représentants des collectivités territoriales de leurs groupements et des établissements publics locaux : Syndicat Intercommunal des 3 vallées (SI3V), Syndicat des eaux du Foulon (SIEF), Communauté d'Agglomération de Sophia Antipolis (CASA), Métropole Nice Côte d'Azur (MNCA), Régie Eau d'Azur (REA), Régie des Eaux des Alpes Azur Mercantour (REAAM), Communauté d'Agglomération de la Riviera Française (CARF), Syndicat Intercommunal de l'Esteron et du Var Inférieur (SIEVI), Syndicat Intercommunal des cantons de Levens, Contes, l'Escarène et Nice, Syndicat Intercommunal du Barlet et les communes appartenant au périmètre départemental parmi lesquelles la commune de Grasse ;
- Des gestionnaires d'ouvrages et des usagers : Chambre régionale de Commerce et d'Industrie (CCI 06), Chambre d'agriculture 06 , Fédération pour la pêche et la protection du milieu aquatique 06, EDF (Direction énergie Méditerranée) , Véolia et OUCG Artuby ;
- Des représentants de l'État : Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement PACA ; Direction Régionale de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Forêt de

la région PACA, Agence Régionale de Santé, Agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse, Service départemental de l'Office Français pour la Biodiversité.

D'autres structures et/ou personnes physiques peuvent rejoindre la liste de composition de ce comité ressource lorsqu'elles sont conviées par les préfets compétents. En particulier, les maires des zones concernées pourront être sollicités étant donné le rôle de premier plan qu'ils jouent en matière de gestion de la sécheresse.

Lorsque le service chargé de la police de l'eau constate que les conditions de passage aux stades d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise sur une ou plusieurs zones du département sont réunies, il propose au préfet de prescrire les mesures de restriction prévues au plan d'action sécheresse du département des Alpes-Maritimes. Le comité ressource en eau est consulté à l'amont de la prise de l'arrêté de restriction et de manière dématérialisée de façon à pouvoir respecter la réactivité recherchée. Après consultation du comité, un arrêté préfectoral spécifique est établi et définit les zones concernées ainsi que les mesures de restriction.

3. CHAMP D'APPLICATION DES MESURES DE LIMITATION

Le Plan d'Actions Sécheresse prévoit des mesures qui ont vocation à s'appliquer, par voie d'arrêté préfectoral, d'une part aux consommateurs d'eau, d'autre part aux préleveurs d'eau. Les arrêtés prévoient la durée de validité des mesures, pouvant être reconduites si la situation l'impose.

Les mesures de restrictions s'appliquent aux consommateurs et préleveurs situés dans les communes des zones placées en alerte, alerte renforcée et crise du département des Alpes-Maritimes hors bassin versant de la Siagne qui bénéficie d'un arrêté cadre interdépartemental avec le département du Var.

Mesures à destination des consommateurs d'eau

Ces mesures visent à limiter voire à interdire la consommation d'eau en fonction des usages, de manière proportionnée au regard de la situation constatée de l'état de sécheresse.

Ces mesures s'appliquent à tous les consommateurs, quels qu'ils soient (collectivités territoriales, industriels, particuliers, autres), et fonction de l'origine de l'eau consommée (autoconsommation depuis un prélèvement ou réseau public d'eau potable).

Il est précisé que les usages prioritaires de l'eau ne sont pas concernés : il s'agit des usages liés à la santé (abreuvement des animaux), la salubrité (opérations de nettoyage non reportables par exemple), la sécurité civile (eaux d'extinction des incendies), l'approvisionnement en eau potable et la préservation des écosystèmes aquatiques.

L'article L211-1 du code de l'environnement prévoit que la « *gestion équilibrée de la ressource doit permettre de satisfaire en priorité les exigences de la santé, de la salubrité publique, de la sécurité*

civile et de l'alimentation en eau potable de la population. Elle doit également permettre de satisfaire ou concilier, lors des différents usages, activités ou travaux, les exigences :

1° De la vie biologique du milieu récepteur, et spécialement de la faune piscicole et conchylicole. »

Mesures à destination des préleveurs d'eau

Ces mesures visent à permettre une remontée de données sur l'évolution des prélèvements, afin de s'assurer de l'effectivité des mesures de limitation de la consommation.

Ces mesures s'appliquent quelle que soit l'origine de l'eau prélevée, qu'il s'agisse d'une ressource dite « naturelle » ou « maîtrisée » (prélèvements en cours d'eau, sources, forages en nappe profonde ou en nappe d'accompagnement des cours d'eau, réserves en lien direct avec le réseau hydrographique, autres), et quelle que soit l'ancienneté des ouvrages et des prélèvements.

Il est précisé que les préleveurs qui autoconsomment l'eau qu'ils prélèvent (golfs, industries...) sont concernés à la fois par les mesures applicables aux consommateurs et par les mesures applicables aux préleveurs.

Par ailleurs, une demande de gestion spécifique permettant de reporter les prélèvements dans une zone en moindre tension pourra être formulée par le préfet.

4. ZONAGE

Afin de prendre en compte les spécificités des différents bassins versants du département, le département est découpé en plusieurs zones qui sont décrites ci-dessous ainsi que sous forme cartographique. Afin de gagner en lisibilité, le découpage vise à respecter au mieux la logique de bassin versant, tout en suivant plus précisément les limites communales.

ZONE 1 : bassin versant de l'Artuby

Il appartient au grand bassin du Verdon. Cette zone est susceptible de faire l'objet de restrictions coordonnées avec le département du Var. Des mesures de gestion des usages agricoles et plus généralement d'arrosage ont été arrêtées dans le cadre de l'arrêté inter-préfectoral du 16 septembre 2020 de l'organisme unique de gestion collective (OUGC).

ZONE 2: bassin versant du Loup

Le bassin du Loup est, comme le bassin de la Siagne, alimenté par les massifs calcaires du moyen-pays. Ce système alimente :

- dans sa partie amont : le canal du Loup (SICASIL) et celui du Foulon (SIEF)
- dans sa partie aval : Roquefort-les-pins, un secteur de Saint-Paul-de-Vence, La Colle-sur-Loup et Vence (Lauron) et les communes de Villeneuve-Loubet et Cagnes-sur-Mer

Il n'existe aucun stock de régulation. Seule la partie aval a connu des assecs en 1990 et 2005 au voisinage des puits de Villeneuve-Loubet et Cagnes-sur-Mer.

En vue d'atteindre l'objectif d'équilibre fixé au Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE), l'ensemble des bassins versants de la Cagne et du Loup ont été classés en zone de répartition des eaux (ZRE) par arrêtés préfectoraux du 26 décembre 2018 et du 10 juin 2021.

ZONE 3 : bassin-versant de la Cagne

Drainant la partie orientale du massif karstique, la Cagne alimente en eau Vence et Saint-Jeannet, des prélèvements agricoles existent aussi à la Gaude et surtout à Cagnes-sur-Mer où s'ajoutent des prélèvements domestiques. De plus, l'alimentation de la nappe alluviale au débouché des gorges favorise les pertes et détermine quelques secteurs à écoulement sous-fluvial chronique.

ZONE 4 : bassin versant de la Brague

Bassin côtier, la Brague dispose dans sa partie amont d'une alimentation beaucoup plus faible que ses voisins. Dans son cours intermédiaire, le massif calcaire de Sophia-Antipolis est le siège de pertes importantes vers les nappes profondes qui interceptent la quasi-totalité du débit, y compris les rejets, pourtant importants, de la station d'épuration de Valbonne.

ZONE 5 : bassin versant de l'Estéron

Sous-bassin le plus méridional du bassin du Var, l'Estéron est issu de la chaîne côtière de l'Audoubert et du Cheiron. Ses caractéristiques sont ainsi plus proches de la Lane, du Loup ou de l'Artuby que de celles des affluents alpins du Var (Tinée et Vésubie notamment). Il s'agit d'un bassin, à productivité moyenne avec deux prélèvements importants directement sur des sources karstiques : le Vegay et la Gravière. Les usages diffus y sont relativement peu importants. La contribution au débit estival du Var est faible.

ZONES 6 ET 7 : bassin versant du Var

Il s'agit d'une zone bien alimentée en eau provenant du massif du Mercantour. La nappe du Var dans sa partie aval joue un rôle important « d'amortisseur » ce qui n'exclut pas des variations piézométriques significatives révélatrices de l'hydrologie générale du bassin.

Cependant, la plupart des communes de la partie amont sont tributaires de sources au débit modeste. Ces communes sont d'autant plus vulnérables aux sécheresses qu'il n'existe la plupart du temps aucune interconnexion permettant de mobiliser des ressources alternatives.

La zone 6 ou Var amont, comprend les communes à l'amont de Villars-sur-Var.

La zone 7 ou Var aval commence à Massoins et intègre les communes de la zone littorale jusqu'à Beausoleil, qui dépendent du canal de la Vésubie pour leur alimentation en eau.

ZONE 8 : bassin versant du Paillon

La structure et l'hydrologie de ce bassin sont particulières : les étiages sont traditionnellement les forts.

ZONE 9 : bassin versant de la Roya, de la Bévéra et des côtiers mentonnais

Bassin alpin, tout comme le Var, la Roya est un cours d'eau en principe bien alimenté dont le cours inférieur se situe en Italie. Des captages d'eau à Vintimille alimentent également l'agglomération mentonnaise.

Le bassin versant de la Siagne

Il est précisé que conformément à l'arrêté d'Orientation de Bassin (AOB) susvisé, le bassin versant de la Siagne fait l'objet d'un Arrêté-Cadre Interdépartemental (ACI) et n'est donc pas concerné par le présent Plan d'Action Sécheresse.

Cas des communes dont l'alimentation en eau potable provient majoritairement d'un autre bassin que leur bassin hydrographique d'appartenance : Dans ce cas, la commune concernée par cet import d'eau potable est soumise à la fois aux mesures de restriction d'eau qui s'appliquent dans sa zone géographique d'appartenance et aux mesures de restriction s'appliquant dans le bassin versant d'où provient cette ressource. Ces communes sont donc concernées en ce sens par un double zonage. Dans le cas où les deux bassins concernés seraient soumis à des stades différents, le stade le plus critique entre les deux zones est appliqué.

Dans un souci de simplicité, seules les communes suivantes de plus de 10 000 habitants sont concernées : Cagnes-sur-Mer, Antibes, et Grasse (voir ACI Siagne).

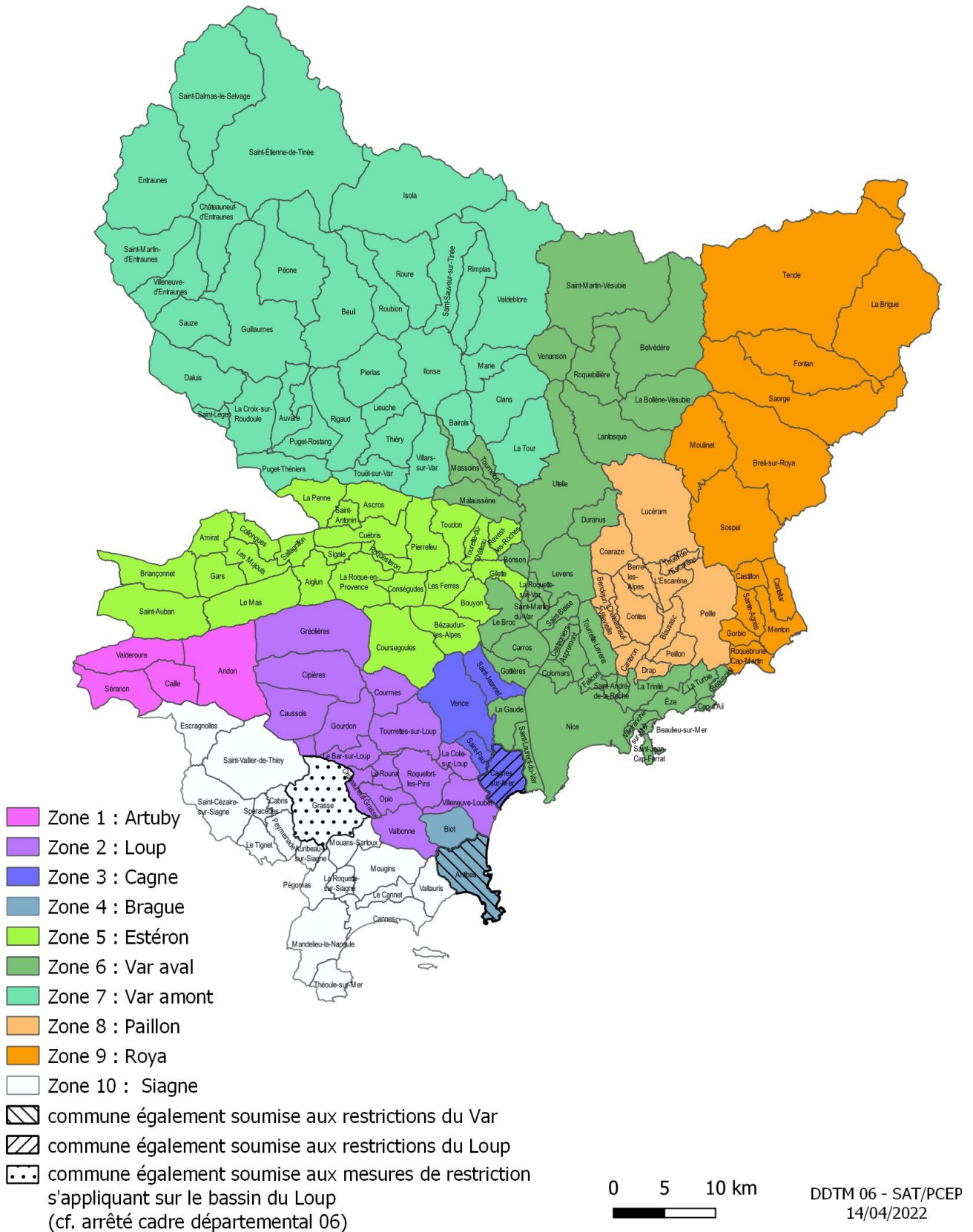
Pour la commune d'Antibes, si elle est située dans le bassin versant de la brague, elle importe majoritairement son eau potable du bassin du var aval durant la saison estivale. La commune sera donc soumise aux mesures de restriction appliquées dans le bassin de la brague et dans le bassin du var aval.

Pour la commune de Cagnes-sur Mer, si elle est située dans le bassin versant de la Cagne, elle importe majoritairement son eau potable du bassin du Loup durant la saison estivale. La commune sera donc soumise aux mesures de restriction appliquées dans le bassin de la Cagne et dans le bassin versant du Loup.

La commune de Grasse est située dans le bassin versant de la Siagne, elle importe majoritairement son eau potable du Loup. La commune est soumise aux mesures de restriction appliquées dans le bassin versant de la Siagne (au titre de l'arrêté cadre interdépartemental Siagne) et dans le bassin versant du Loup (au titre du présent arrêté).

Les conditions de gestion de cette commune sont détaillées dans l'arrêté cadre interdépartemental (ACI) de la Siagne.

Délimitation des zones du plan sécheresse du département des Alpes-Maritimes



5. LES QUATRE STADES DIFFÉRENTS : VIGILANCE,ALERTE, ALERTE RENFORCÉE ET CRISE

Premier niveau dans la gestion des étiages, le **stade de vigilance** correspond à un constat d'insuffisance des pluies et une précocité d'apparition des assecs. La vigilance est une mesure prise à l'échelle du périmètre du présent arrêté départemental hors bassin versant Siagne.

Le passage d'un stade de vigilance à un **stade d'alerte ou de crise** pour une zone déterminée résulte du suivi de divers indicateurs comme les débits des cours d'eau, les cotes des nappes qui permettent d'apprécier les évolutions, les observations des assecs. Ces variations intègrent la sollicitation effective des ressources en eau par les différents usagers. (réf : **annexe 3** : informations techniques sur le suivi de la situation de sécheresse).

Au travers de différents organismes, un réseau d'indicateurs et d'instrumentalisation permet de suivre l'évolution des débits. Les données hydrométriques de 3 stations du plan d'action sécheresse sont consultables sur le site HydroPortail : <http://hydro.eaufrance.fr>

Les jaugeages des cours d'eau constituent également un moyen fiable pour apprécier la situation et valider des données parfois imprécises.

Le cumul des précipitations de 10 stations situées sur le département est consultable sur le site de Météo-France : <https://meteofrance.com/>

L'Office Français de la Biodiversité (OFB) a mis en place en 2012 un observatoire national des étiages (ONDE). Ce réseau est constitué de points définis en concertation avec la mission inter-services de l'eau et de la nature (MISEN) qui présentent des assecs chroniques (zones d'assèchement des cours d'eau). Le suivi permet donc d'apprécier la précocité de l'étiage. Les stations sont consultables sur le site : <https://onde.eaufrance.fr/>

Les informations recueillies auprès des gestionnaires des réseaux d'eau potable et des gestionnaires de bassin, les données météorologiques, sont d'autres éléments de connaissance.

Une surveillance de certaines nappes d'eau souterraines est également en place, en liaison avec les gestionnaires de ces ressources.

A partir de l'observation des références citées ci-dessus, la situation est analysée au regard notamment des critères des tableaux suivants permettant au préfet de statuer sur la situation de la sécheresse.

Chaque stade peut être déclenché lorsqu'un seul des critères exposés ci-dessous est rempli.

	Critères d'analyse de l'évolution de la situation
Stade de vigilance	<ul style="list-style-type: none"> • pluviométrie déficitaire sur une période de 3 mois (déficit supérieur à 30 %) sur une partie du département • précocité d'apparition des assecs (indice ONDE).
Stade d'alerte	<ul style="list-style-type: none"> • débit du ou des cours d'eau ou niveau piézométrique inférieur pendant 5 jours consécutifs ou 5 jours par période de 7 jours au débit d'alerte sur une zone, ou débit du cours d'eau inférieur au débit d'alerte sans prévision météorologique susceptible d'inverser la tendance • décroissance rapide du niveau des cours d'eau et précocité d'apparition des assecs supérieure à 2 mois (indice ONDE).
Stade d'alerte renforcée	<ul style="list-style-type: none"> • débit du ou des cours d'eau ou niveau piézométrique inférieur pendant 5 jours consécutifs ou 5 jours par période de 7 jours au débit d'alerte renforcée sur une zone, ou débit du cours d'eau inférieur au débit d'alerte renforcée sans prévision météorologique susceptible d'inverser la tendance • décroissance de l'indice ONDE.
Stade de crise	<ul style="list-style-type: none"> • débit du ou des cours d'eau ou niveau piézométrique inférieur pendant 5 jours consécutifs ou 5 jours par période de 7 jours au débit de crise sur une zone, ou débit du cours d'eau inférieur au débit de crise sans prévision météorologique susceptible d'inverser la tendance • dégradation importante des débits d'étiage • dégradation importante des niveaux des nappes • assecs exceptionnels des cours d'eau • pénurie d'eau potable
Retour à la situation normale	<p>On considère le seuil franchi lorsque le débit ou le niveau piézométrique moyen journalier repasse à un niveau supérieur à un seuil donné pendant au moins 10 jours consécutifs</p>

Pour les zones dans lesquelles il n'a pas été possible de définir de débits d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise à travers les relevés d'une station de mesure ou d'un suivi piézométrique, les différents stades sont fixés « à dire d'expert » par arrêté du préfet, en concertation avec les départements voisins concernés et après avoir recueilli l'avis du comité ressource en eau.

Le stade de vigilance intervient simultanément sur l'ensemble du périmètre de ce plan. Ce stade déclenche des mesures de communication et de sensibilisation du grand public, des collectivités territoriales et des professionnels.

Les **stades d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise** sont examinés zone par zone, suivant les règles exposées ci-dessus. Ils entraînent des mesures de gestion visant à réduire les consommations d'eau, détaillées en partie 7.

En **alerte renforcée ou crise**, notamment en cas de pénurie d'eau potable ou d'assèchement de cours d'eau importants, les mesures de limitations pourront être décidées par sous-zones, voire dans des cas extrêmes au niveau des communes si la mesure est plus pertinente.

L'objectif des mesures de limitation, en alerte ou alerte renforcée, est de mettre en place des économies d'eau suffisantes pour ne pas atteindre le stade de crise.

Caractéristiques hydrologiques et valeurs de référence par zone

Zone 1 : bassin versant de l'Artuby

Station	1/10 ^{ème} Module	QMNA5	VCN10-5	VCN3-5
ARTUBY à la Bastide (83)	107 l/s	195 l/s	170 l/s	160 l/s

DEBIT D'ALERTE	DEBIT D'ALERTE renforcée	DEBIT DE CRISE
200 l/s	170 l/s	110 l/s

Source : Banque hydro : <http://hydro.eaufrance.fr/indexd.php>

Zone 2 : bassin versant du Loup

Les débits d'alerte, d'alerte renforcée et de crise sont définis à partir de l'étude d'évaluation des volumes prélevables, élaborée dans le cadre du plan de gestion de la ressource en eau (PGRE) du bassin versant du Loup approuvé le 11 octobre 2021.

Station	DOE	DCR
Loup aux ferrayonnes (Villeneuve Loubet)	400 l/s	230 l/s

Source : EVP Loup

DEBIT D'ALERTE	DEBIT D'ALERTE renforcée	DEBIT DE CRISE
400 l/s	320 l/s	230 l/s

Source : SMIAGE MARALPIN

Observation des assecs précoces à partir des stations ONDE :

- Le Loup, station au guet du fanguet à Gréolières

- Cours d'eau du Ravin de l'Ecre, à Caussols

Zone 3 : bassin versant de la Cagne

Les débits d'alerte, d'alerte renforcée et de crise sont définis à partir de l'étude d'évaluation des volumes prélevables, élaborée dans le cadre du plan de gestion de la ressource en eau (PGRE) du bassin versant de la Cagne approuvé le 11 octobre 2021.

Station	DOE Annuel	DOE Septembre	DCR
Cagne Campou St-Jeannet	150 l/s	115 l/s	70 l/s

Source : EVP Loup

DEBIT D'ALERTE	DEBIT D'ALERTE renforcée	DCR
150 l/s	110 l/s	70 l/s

Source : SMIAGE MARALPIN

Observation des assecs précoces à partir des stations ONDE :

- La Cagne, au pont des salles (Cagnes-sur-Mer)

Zone 4 : bassin versant de la Brague

Observation des assecs précoces à partir de la station ONDE :

- La Brague, au pont Saint-Jean (Biot)

Zone 5 : bassin versant de l'Esteron

Station	1/10 ^{ème} Module	QMNA5	VCN10-5	VCN3-5
ESTERON au Broc	700 l/s	1300 l/s	1100 l/s	1100 l/s

Source : Banque hydro : <http://hydro.eaufrance.fr/indexd.php>

DEBIT D'ALERTE	DEBIT D'ALERTE Renforcée	DEBIT DE CRISE
1300 l/s	1200 l/s	1100 l/s

Zone 6 : bassin versant du Var aval

Station	1/10 ^{ème} Module	QMNA5	VCN10-5	VCN3-5
VAR à Nice	4980 l/s	14000 l/s	11000 l/s	10000 l/s

Source : Banque hydro : <http://hydro.eaufrance.fr/indexd.php>

DEBIT D'ALERTE	DEBIT D'ALERTE Renforcée	DEBIT DE CRISE
14000 l/s	12000 l/s	10000 l/s

Source : SDAGE 2016-2021

Zone 7 : bassin versant du Var amont

Station	QMNA5	VCN10-5	VCN3-5
Var à Entrevaux	4700 l/s	4000 l/s	3700 l/s

Source : Banque hydro : <http://hydro.eaufrance.fr/indexd.php>

DEBIT D'ALERTE	DEBIT D'ALERTE Renforcée	DEBIT DE CRISE
4700 l/s	2937 l/s	2350 l/s

L'observation du régime général de la pluviométrie et l'apparition de tensions sur certaines ressources constituent des indicateurs complémentaires.

Zone 8 : bassin versant du Paillon

Observation des assecs précoces à partir des stations ONDE:

- Paillon de Contes, au moulin à huile (Contes)
- Paillon, à l'Ariane (Nice)

Zone 9 : bassin versant de la Roya, de la Bévera et des côtiers mentonnais

Station	1/10 ^{ème} Module	QMNA5	VCN10-5	VCN3-5
ROYA à St-Dalmas de Tende	293 l/s	500 l/s	430 l/s	400 l/s

Source : Banque hydro : <http://hydro.eaufrance.fr/indexd.php>

DEBIT D'ALERTE	DEBIT D'ALERTE Renforcée	DEBIT DE CRISE
450 l/s	390 l/s	350 l/s

6. MESURES EN STADE DE VIGILANCE

L'information des élus et des usagers est prioritaire. C'est la période au cours de laquelle doit se préparer une gestion estivale potentiellement difficile, si la sécheresse se confirme. Aucune interdiction n'est effective à ce stade.

Les éléments définis au stade de vigilance s'appliquent aussi pour tous les stades suivants.

6.1. Sensibilisation et bonnes pratiques

Ce premier stade a pour objectif d'informer et de sensibiliser les usagers sur la situation hydrologique du département et des problèmes qui en découlent. Il comprend donc :

- la diffusion de la situation hydrologique à toutes les communes du département ;
- la sensibilisation aux économies d'eau pour toutes les catégories d'usagers ;
- l'anticipation sur les éventuelles restrictions : les consommateurs d'eau (particuliers, collectivités, professionnels) peuvent d'ores et déjà anticiper d'éventuelles restrictions à venir en réduisant leur consommation.

Un principe de solidarité entre bassins versants s'applique à partir du stade de vigilance, la gestion de la ressource s'organise dans le but de soulager les bassins versants en déficit, les prélèvements s'organisent autour des ressources maîtrisées ou privilégiées.

6.2. Agriculture

Les utilisateurs agricoles sont invités à s'organiser et adopter une gestion concertée de l'eau inspirée de celles prévues par les mesures de limitation. Ces modalités de gestion sont soumises au service chargé de la police de l'eau pour approbation. La mise en œuvre de mesures de gestion à titre préventif sera prise en compte dans l'établissement de priorités ultérieures.

6.3. Opérations susceptibles de générer des rejets polluants

Il est recommandé de réaliser ces opérations (par exemple : maintenance des systèmes d'assainissement) hors des périodes d'étiages.

7. MESURES POUR LES STADES D'ALERTE ALERTE RENFORCÉE ET DE CRISE

7-1 Mesures à destination des préleveurs

À compter du stade d'alerte, chaque préleveur d'eau en situation administrative régulière doit transmettre à l'adresse : ddtm-secheresse@alpes-maritimes.gouv.fr le registre de ses prélèvements. En particulier, il est demandé de distinguer les prélèvements réalisés selon qu'ils sont destinés à des usages prioritaires ou non. Le relevé des compteurs des captages ou systèmes de comptage des prélèvements dans le milieu naturel doit être effectué à une fréquence bimensuelle.

Le calcul de la réduction imposée par les mesures détaillées ci-après se réalise de la façon suivante :

- à partir des volumes des derniers relevés transmis ;
- ou à partir de la déclinaison des volumes mensuels de l'autorisation administrative.

7-2 Mesures à destination des consommateurs

Les tableaux ci-dessous définissent les mesures applicables aux consommateurs d'eau pour les stades d'alerte, d'alerte renforcée et de crise.

En complément, au stade de crise, toutes autres mesures jugées opportunes au regard de la situation pourront être établies en fonction de la gravité de la situation.

A partir du déclenchement du stade alerte les services de l'État pourront demander des estimations des besoins en eau, une distinction devra être faite sur les usages prioritaires et non prioritaires en y appliquant les objectifs de réduction qui sont prescrits dans les tableaux de mesures. (modèle de tableau en annexe 4)

Tableau 1: Mesures relatives aux usages agricoles

Les mesures de restriction détaillées dans le tableau ci-après s'appliquent pour toute origine de l'eau, à l'exception des ressources maîtrisées pour lesquelles s'applique uniquement une interdiction d'arrosage entre 9h et 19h pour tous les stades de l'alerte à la crise (mesure spécifique aux ressources maîtrisées).

De plus, dans le cas où le prélèvement s'effectuerait dans un canal d'irrigation (dont l'usage est exclusivement dédié à l'irrigation agricole), les mesures spécifiques ci-après s'appliquent : diminution de 20% du débit autorisé et/ou capable du canal ou, si cela n'est pas possible techniquement, fermeture 6 heures dans la journée pour le **stade d'alerte**, diminution de 40% du débit autorisé et/ou capable du canal ou, si cela n'est pas possible techniquement, fermeture 10 heures dans la journée pour le **stade d'alerte renforcée**, et arrosage interdit pour le **stade de crise** (Débit dérivé dans le canal limité à la satisfaction des usages prioritaires (santé, sécurité civile, approvisionnement en eau potable)).

Usages de l'eau	Alerte	Alerte renforcée	Crise
Irrigation gravitaire ou par aspersion des cultures ³	Interdiction d'arrosage de 9h à 19h ⁴ et 20 % de réduction de la consommation ou des prélèvements	Interdiction d'arrosage de 9h à 19h et 40 % de réduction de la consommation ou des prélèvements	Interdiction d'arrosage ⁵
Irrigation dans le cadre de la gestion collective (OUGC)	Proposition par l'OUGC de modalités de gestion spécifiques ⁶		Interdiction d'arrosage
Irrigation des cultures par système d'irrigation localisée (goutte à goutte, micro-aspersion par exemple)	Autorisé		Interdiction d'arrosage de 9h à 20h. ⁷
Abreuvement des animaux	Pas de limitation sauf arrêté spécifique		

³sauf prélèvement à partir des retenues de stockage déconnectées de la ressource en eau en période d'été

⁴ tolérance sur l'horaire de début d'interdiction administrative pour l'irrigation par enrouleur : jusqu'à 11h du matin

⁵ exemptions en cas de plans de gestion ou mesures de réduction mises en œuvre et agréés par la police de l'eau

⁶ prise en compte des modalités de gestion prévues dans l'arrêté interpréfectoral du 16 septembre 2020

⁷ demande de dérogation possible à adresser à la police de l'eau avec justifications de mise en péril de l'exploitation

Tableau 2 : Mesures relatives aux usages industriels, artisanaux et commerciaux

Les mesures définies dans le tableau 2 constituent le régime général applicable aux usagers industriels (y compris les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)), artisanaux et commerciaux. Il s'applique, sauf si l'utilisateur bénéficie d'un arrêté préfectoral relatif aux économies d'eau à réaliser en cas de sécheresse. Dans ce cadre, et par exception, le contenu de ce dernier arrêté prévaut.

Le personnel est informé et sensibilisé chaque fois qu'un nouveau stade de sécheresse est franchi par voie d'affichage sur le site.

Usages de l'eau	Alerte	Alerte renforcée	Crise
Usages industriels, artisanaux et commerciaux ⁸	20 % de réduction de la consommation ou des prélèvements mensuels par rapport à la moyenne des douze derniers mois (en dehors des périodes couvertes par un arrêté préfectoral édictant des mesures de restriction d'eau)	40 % de réduction de la consommation ou des prélèvements mensuels par rapport à la moyenne des douze derniers mois (en dehors des périodes couvertes par un arrêté préfectoral édictant des mesures de restriction d'eau)	Arrêt des prélèvements ou de consommation à l'exception des établissements qui bénéficient d'un arrêté préfectoral comportant des prescriptions relatives aux économies d'eau à réaliser en cas de sécheresse.
Installations de production d'électricité d'origine hydraulique visées dans le code de l'énergie, qui garantissent, dans le respect de l'intérêt général l'approvisionnement en électricité sur l'ensemble du territoire national	Les manœuvres d'ouvrages nécessaires à l'équilibre du réseau électrique ou à la délivrance d'eau pour le compte d'autres usagers ou des milieux aquatiques sont autorisées. Le préfet peut imposer des dispositions spécifiques pour la protection de la biodiversité, dès lors qu'elles n'interfèrent pas avec l'équilibre du système électrique et la garantie de l'approvisionnement en électricité. Ne sont dans tous les cas pas concernées les usines de pointe ou en tête de vallée présentant un enjeu de sécurisation du réseau électrique national dont la liste est fournie à l'article R 214-111-3 du code de l'Environnement		

⁸ sauf cas des prélèvements déjà réduits au minimum pouvant être démontrés

Tableau 3 : Mesures relatives aux autres usages

Elles concernent les prescriptions et limitations qui s'appliquent aux différents stades pour les usages ne relevant pas des mesures ci-dessus.

Usages de l'eau		Alerte	Alerte renforcée	Crise
Arrosage	Jardins potagers	Interdiction d'arrosage 9h à 19h		Interdiction d'arrosage à toute heure
	Pelouses, massifs fleuris, espaces verts	Interdit entre 9h et 19h et réduction des prélèvements ou de la consommation de 20 %	Interdiction sauf plantation (arbres et arbustes plantés en pleine terre depuis moins de 1 an avec restriction d'horaire : interdiction d'arrosage de 9h à 19h)	Interdiction d'arrosage à toute heure
	Golfs	Interdiction d'arroser de 8h à 20h et 20 % de réduction de prélèvement ou de la consommation ⁹	Interdiction d'arroser les terrains de golf (fairways) à l'exception des « greens et départs » et 60 % de réduction de prélèvement ou consommation	Interdiction d'arrosage à toute heure (excepté pour green, arrosage réduit au strict nécessaire entre 8h et 20h sans excéder 30 % des volumes habituels)
	Terrains de sport	Interdit entre 9h et 19h et Réduction des prélèvements ou de la consommation de 20 %	Interdit entre 9h et 19h et Réduction des prélèvements ou de la consommation de 40 %	Interdiction (sauf arrosage de manière réduite au maximum pour les terrains d'entraînement ou de compétition à enjeu national ou internationale, sauf en cas de pénurie en eau potable)

⁹ un registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement pour l'irrigation

Lavage	Lavage des véhicules et engins nautiques par les professionnels	Interdiction sauf avec du matériel haute pression et avec un système de recyclage de l'eau		Interdiction sauf impératif sanitaire ¹⁰
	Lavage des véhicules chez des particuliers	Interdit à titre privé à domicile		
	Voiries, terrasses, façades, toitures, trottoirs et autres surfaces imperméabilisées	Lavage à grande eau interdit, lavage sous pression autorisé		Lavage interdit sauf impératif sanitaire ou sécuritaire, et réalisé par une collectivité ou une entreprise de nettoyage professionnel et par lavage sous pression
Remplissage des piscines privées (de plus d'1m ³)		Interdiction de remplissage sauf remise à niveau et premier remplissage si le chantier avait débuté avant les premières restrictions		Interdiction
Piscines ouvertes au public		Remplissage soumis à autorisation du Maire Mise à niveau pour raisons sanitaires peut être autorisée	Remplissage soumis à autorisation du Maire Vidange soumise à autorisation de l'ARS Mise à niveau pour raisons sanitaires peut être autorisée	Renouvellement, remplissage et vidange des piscines soumis à autorisation auprès de l'ARS
Travaux en cours d'eau		Limitation au maximum des risques de perturbation des milieux aquatiques	Report des travaux sauf : <ul style="list-style-type: none"> • situation d'assec total ; • pour des raisons de sécurité ; • dans le cas d'une restauration, renaturation du cours d'eau ; • déclaration au service de police de l'eau de la DDTM 	

10 le motif impératif sanitaire est déterminé par l'ARS

Jeux d'eau	Interdits sauf liés à la santé publique (dont en cas d'activation du niveau 3 du plan national canicule par le préfet de département) et jeux à eau recyclée
Remplissage / vidange des plans d'eau	Interdiction Sauf pour les usages commerciaux sous autorisation du service de police de l'eau concerné ¹¹
Fontaines publiques et privées d'ornement	L'alimentation des fontaines publiques et privées en circuit ouvert est interdite, dans la mesure où cela est techniquement possible, en cas d'infaisabilité technique une dérogation pourra être demandée au service de la police de l'eau.

11 L'arrêté du 9 juin 2021, fixant les prescriptions techniques générales applicables aux plans d'eau, précise dans son article 8 que : « Dans le cas des plans d'eau alimentés par prélèvement en cours d'eau et nappe d'accompagnement, le remplissage est interdit du 15 juin au 30 septembre. Ainsi, aucun prélèvement n'est effectué dans cette période à l'exception des prélèvements indispensables au bon fonctionnement des piscicultures et des cas exceptionnels arrêtés par le préfet, dans le respect des dispositions de l'article L.214-18 du code de l'environnement. »

En cas de prélèvement dans un cours d'eau au régime hydrologique nival, la période d'interdiction de remplissage est fixée sur une période d'étiage hivernal de ces cours d'eau, du 15 décembre au 15 mars. Le préfet peut adapter ces dates par arrêté motivé »

Autres mesures

Les autorisations pour travaux en cours d'eau délivrées avant la signature de l'arrêté notifiant le stade d'alerte ou de crise pourront être modifiées pour prendre en compte l'incidence des travaux en période de sécheresse.

Les travaux d'entretien des stations d'épuration entraînant un dépassement des normes de rejet sont également interdits sauf autorisation exceptionnelle du préfet (service chargé de la police de l'eau) ou accident dûment justifié.

8 RETOUR A LA SITUATION NORMALE

Le retour au stade inférieur (ou le cas échéant à la situation normale) se fait sur proposition du service de la DDTM chargé de la police de l'eau au préfet. Les critères permettant de revenir à une situation antérieure incluent : une remontée significative des débits ou une pluviométrie significative pendant au moins 10 jours consécutifs.

9 MODALITÉS DE COMMUNICATION ET D'INFORMATION DU PUBLIC

Le plan d'action sécheresse fait l'objet d'une information des maires et des principaux acteurs de la gestion de l'eau.

Chaque nouveau stade de situation de sécheresse fait l'objet d'un arrêté préfectoral temporaire diffusé aux mairies pour affichage. Il est alors applicable de droit. Il est demandé aux maires de relayer les informations auprès des administrés.

Les arrêtés sont publiés au registre des actes administratifs sur le site internet de la préfecture des Alpes-Maritimes.

De plus, la carte géolocalisée des arrêtés temporaires de restriction est consultable sur le site de l'information sécheresse du gouvernement : propluvia : <https://propluvia.developpement-durable.gouv.fr/propluviapublic/recherche-activite-eco>

Ce site fournit des exemples d'actions, des plaquettes de communication et des explications sur la gestion des situations de sécheresse.

10 RÔLE DES MAIRES

A tout moment, le maire peut prendre des mesures additionnelles de police administrative générale adaptées à une situation localisée pour restreindre l'usage de l'eau sur le fondement de la salubrité et de la sécurité (article L.2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales). En fonction des conditions particulières de la commune, l'arrêté du maire peut prescrire des mesures plus restrictives que celles de l'arrêté préfectoral pour certains usages ou prélèvements. Un exemple d'arrêté municipal prévoyant des mesures de restriction figure en **annexe 2**. En effet, le pouvoir de police spéciale reconnu au préfet par l'article L.211-3 du Code de l'Environnement n'empêche pas chaque maire de prendre des mesures de police administrative générale plus contraignantes et adaptées à une situation localisée en application du même article L.2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les maires dont les communes sont concernées par la prise d'un arrêté préfectoral de limitation des usages et des prélèvements, peuvent prévoir des contrôles par les agents municipaux assermentés.

Les maires et, par extension, les présidents des structures chargées de l'alimentation en eau potable sont invités à suivre l'évolution des ressources en eau utilisées pour l'alimentation en eau potable, comprenant notamment :

- un enregistrement en continu des volumes prélevés et du niveau de l'eau (piézométrie), sinon des mesures au moins mensuelles - bimensuelles en été - et la tenue d'un registre pluriannuel
- le recensement des autres forages prélevant dans les mêmes nappes.

Dès le stade de vigilance, ils sont invités à transmettre leurs données de production et de consommation d'eau au service de la DDTM chargé de la police de l'eau.

Enfin, les collectivités doivent donner l'exemple en évitant le gaspillage dans leur propre utilisation de la ressource : optimisation des arrosages publics (arrosages des stades notamment, éviter l'arrosage des voiries), bon rendement des réseaux généraux et des réseaux spécialisés.

11 CONTRÔLES ET SANCTIONS

Les contrôles du respect des mesures imposées par les arrêtés préfectoraux de limitations sont assurés par les agents assermentés au titre de la police de l'eau, par les agents de la police nationale, de la gendarmerie nationale, les agents des polices municipales et les garde-champêtres commissionnés à cet effet.

Les contrôles concernent les zones placées en alerte, en alerte renforcée et en crise, de façon aléatoire sur l'ensemble des restrictions visées par l'arrêté.

En cas de non-respect des autorisations et notamment des débits réservés ou des dispositions prévues par un arrêté d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise, le préfet peut, après mise en demeure de l'exploitant ou du propriétaire, décider de suspendre ou de retirer une autorisation de prélèvement.

Indépendamment des suites administratives, le non-respect des mesures édictées fait encourir au contrevenant une contravention de 5^{ème} classe (1500 euros pour les personnes physiques, pouvant aller au quintuple pour les personnes morales)

Annexes

Annexe 1 : conseils pour la gestion économique de l'eau en période estivale

Les consignes suivantes pourront être reprises, déclinées et diffusées localement dès le franchissement du stade de vigilance.

A court terme :

Restreindre, voire interdire, les usages secondaires (arrosage, nettoyage des voitures, remplissage des piscines...).

- Organiser la gestion du remplissage des piscines, publiques ou privées, alimentées à partir du réseau d'alimentation en eau potable pour éviter que ces remplissages ne déstabilisent le fonctionnement des réseaux. Imposer une autorisation préalable du Maire.
- Interdire certaines heures pour l'arrosage.
- Ne faire tourner les lave-linges et lave-vaisselles que lorsqu'ils sont pleins.
- Préférer les douches aux bains
- Ne pas laisser couler l'eau pendant le lavage des dents ou des mains.
- Supprimer les fuites en changeant les joints des robinetteries :
chasse d'eau ou robinet qui fuit = 30 à 50 m³ par an,
idem pour les groupes de sécurité des ballons d'eau chaude.
Vérifier les indications de votre compteur d'eau en l'absence de consommation
- Informer les touristes, par des tracts, de la situation de sécheresse (traduction au minimum en langue anglaise).
- Afficher dans votre mairie et dans les lieux publics des rappels des mesures d'économie d'eau.
Éviter les manœuvres d'essai effectuées par les pompiers.

A long terme :

- Mettre en place des systèmes de récupération de l'eau de pluie pour l'arrosage.
- Privilégier les techniques d'arrosage au goutte à goutte.
- Dans les espaces verts, privilégier les végétaux de type méditerranéens, résistants à la sécheresse, ainsi que les pelouses sélectionnées.
- Améliorer le rendement des réseaux d'eau publics et privés.
- Sensibiliser les scolaires aux pratiques d'économie d'eau.
- Préférer les chasses d'eau « économes »
- Préférer les lave-vaisselles et lave-linges à faible consommation.

Annexe 2 : Exemple d'arrêté municipal de restriction

DÉPARTEMENT DU ALPES-MARITIMES

COMMUNE DE.....

Arrêté N°

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE.....

VU l'article L-2212.2 du Code Générale de Collectivités Territoriales relatifs aux pouvoirs du Maire en matière de restriction des usages non prioritaires de l'eau.

CONSIDÉRANT la sécheresse persistante sévissant sur la commune et le risque de pénurie d'eau pouvant affecter la ressource en eau potable,

ARRÊTE

Article 1 : sont interdits à dater de ce jour : *(à adapter au stade de sécheresse)*

- ØL'arrosage des jardins et espaces vert publics et privés ;
- ØLa vidange et le remplissage des piscines, seul le maintien du niveau est autorisé ;
- ØLe lavage des véhicules, (sauf lavages liés à des impératifs sanitaires ou sécuritaires) ;
- ØL'arrosage agricole entre 9 h et 19 h ;
- Øetc....à adapter aux conditions locales.

Article 2 : Les dispositions ci-dessus seront applicables jusqu'au.....

Article 3 :

Ampliation du présent arrêté est adressée au Préfet des Alpes-Maritimes - Direction Départementale des Territoires et de la Mer - Service Eau Agriculture Forêt et Espaces Naturels.

LISTE DES RESTRICTIONS D'USAGES ENVISAGEABLES DANS LE CADRE D'UN ARRETE MUNICIPAL

Usages de type arrosage :

- arrosage des espaces vert publics (1)
- arrosage terrains de sport (1)
- arrosage des jardins et espaces vert privés, sauf pépinières
- arrosage terrain de golf (2)
- irrigation agricole (2)

Les usages de type "arrosage" peuvent être restreints de manière progressive : interdiction d'arrosage à certaines heures (pour éviter le gaspillage du à l'évaporation) dans un premier temps, interdiction complète dans un second temps.

Autres usages :

- vidange et remplissage des piscines,
- nettoyage terrasses, rues et trottoirs (sauf impératifs sanitaires),
- lavage de véhicules, y compris chez les professionnels (sauf lavages liés à des impératifs sanitaires ou techniques). (2).

(1) Les restrictions concernant ces usages, qui sont du ressort de la collectivité, ne nécessitent pas la prise d'un arrêté municipal. Il paraît cependant souhaitable de les inclure dans un arrêté municipal qui restreindrait l'arrosage des espaces vert privés, dans un souci de cohérence et d'exemple.

(2) Ces restrictions, qui touchent des activités professionnelles, méritent une réflexion approfondie. Dans certains cas, les professionnels peuvent n'être couverts par leur assurance pour perte d'exploitation qu'à condition que la restriction soit imposée par un arrêté préfectoral.

Dans tous les cas, il est conseillé d'avoir un contact préalable avec les professionnels concernés et de communiquer le plus largement possible.

Annexe 3 : informations techniques sur le suivi de la situation sécheresse

Données hydrologiques des stations du 06 (consultables sur le site de la banque hydrologique : <http://hydro.eaufrance.fr/indexd.php>)

Pour suivre l'évolution des débits, il sera fait référence aux valeurs définies ci-après.
Tous les débits sont exprimés en litres par seconde.

Signification des notions hydrométriques utilisées :

VCNx-n : débit non dépassé x jours consécutifs par an, situation rencontrée en moyenne toutes les n années. Le VCN 10-5 est le débit non dépassé pendant 10 jours consécutifs tous les 5 ans en moyenne.

QMNA5 : débit moyen du mois le plus faible de l'année dépassé (à la baisse) en moyenne tous les 5 ans

QMNA2 : débit moyen du mois le plus faible de l'année dépassé (à la baisse) en moyenne tous les 2 ans

Module : débit moyen interannuel

Lorsque la valeur est disponible, la valeur la plus récente du QMNA5 est prise en compte. (source : <https://www.hydro.eaufrance.fr/>)

Le Programme de Gestion de la Ressource en Eau (PGRE) du bassin versant de la Cagne et du Loup sont approuvés depuis le 11 octobre 2021.

Dès l'approbation du Programme de Gestion de la Ressource en Eau, le seuil sécheresse du niveau alerte doit être défini égal au Débit Objectif D'étiage (DOE), déterminé par l'Etude des Volumes Prélevables (EVP)

Le seuil pour le stade d'alerte renforcée doit être compris entre les valeurs de DOE et DCR définies par l'EVP. Il s'agit de la valeur moyenne comprise entre les deux valeurs.

Le seuil sécheresse de niveau crise doit être égal à la valeur du Débit de Crise (DCR) définie par l'EVP.

Critères d'analyse de l'évolution de la situation

La précocité des assecs :

Piloté par l'Office français de la biodiversité (OFB), l'Observatoire national des étiages (Onde) est un dispositif permettant de surveiller et comprendre l'assèchement des cours d'eau en été. Les suivis dits « usuels » sont faits mensuellement de mai à septembre.

Lors d'une observation, trois modalités sont possibles :

- **écoulement visible** : de l'eau s'écoule et de façon continue,
- **écoulement non visible** : de l'eau est présente, par exemple sous forme de flaques, mais aucun courant n'est visible,
- **assec** : l'eau est absente, évaporée ou infiltrée.

Les résultats des observations sont consultables sur le site de l'observatoire national des étiages : <https://onde.eaufrance.fr/>

Ces observations permettent de calculer un « indice départemental d'écoulement », qui permet de rendre compte de l'évolution de la sécheresse estivale sur le département. Cet indice prend en compte, pour une campagne donnée, le nombre de stations où la présence d'eau a été observée par rapport au nombre total de stations du département. Ainsi, il est calculé si l'ensemble des stations du réseau du département a été prospecté. Une valeur d'indice est a priori disponible au minimum une fois par mois dans le cadre du suivi usuel.

La formule du calcul de l'indice départemental Onde est la suivante :

$$\text{Indice ONDE} = (5 \times N2 + 10 \times N1)/N$$

où :

- N représente le nombre total de stations
- N1 écoulement continu
- N2 écoulement interrompu

Annexe 5 : tableau de correspondance des communes par bassin versant

Communes	Zone 1 artuby	Zone 2 loup	Zone 3 cagne	Zone 4 brague	Zone 5 esteron	Zone 6 var aval	Zone 7 var amont	Zone 8 paillons	Zone 9 roya
Aiglun									
Amirat									
Andon									
Antibes									
Ascros									
Aspremont									
Auvare									
Bairols									
Beaulieu-sur-Mer									
Beausoleil									
Belvédère									
Bendejun									
Berre-les-Alpes									
Beuil									
Bezaudun-les-Alpes									
Biot									
Blausasc									
Bonson									
Bouyon									
Breil-sur-Roya									
Briançonnet									
Cagnes-sur-Mer									
Caille									
Cantaron									
Cap-d'Ail									
Carros									
Castagniers									
Castellar									
Castillon									
Caussols									
Châteauneuf-d'Entraunes									
Châteauneuf-Grasse									
Châteauneuf-Villevieille									
Cipières									
Clans									
Coaraze									
Collongues									
Colomars									
Conségudes									
Contes									
Courmes									
Coursegoules									
Cuebris									
Daluis									
Drap									
Duranus									
Entraunes									
Eze									
Falicon									

Communes	Zone 1 artuby	Zone 2 loup	Zone 3 cagne	Zone 4 brague	Zone 5 esterou	Zone 6 var aval	Zone 7 var amont	Zone 8 paillons	Zone 9 roya
Fontan									
Gars									
Gattières									
Gilette									
Gorbio									
Gourdon									
Grasse									
Gréolières									
Guillaumes									
Ilonse									
Isola									
L'Escarène									
La Bollène-Vésubie									
La Brigue									
La Colle-sur-Loup									
La Croix-sur-Roudoule									
La Gaude									
La Penne									
La Roque-en-Provence									
La Roquette-sur-Var									
La Tour sur Tinée									
La Trinité									
La Turbie									
Lantosque									
Le Bar-sur-Loup									
Le Broc									
Le Mas									
Le Rouret									
Les Ferres									
Les Mujouls									
Levens									
Lieuche									
Lucéram									
Malaussène									
Marie									
Massoins									
Menton									
Moulinet									
Nice									
Opio									
Peille									
Peillon									
Péone – Valberg									
Pierlas									
Pierrefeu									
Puget-Rostang									
Puget-Théniers									
Revest-les-Roches									
Rigaud									
Rimplas									
Roquebillière									

Communes	Zone 1 artuby	Zone 2 loup	Zone 3 cagne	Zone 4 brague	Zone 5 esteron	Zone 6 var aval	Zone 7 var amont	Zone 8 paillons	Zone 9 roya
Roquebrune-Cap-Martin									
Roquefort-les-Pins									
Roquesteron									
La Roque en Provence									
Roubion									
Roure-sur-Tinée									
Saint-André-de-la-Roche									
Saint-Antonin									
Saint-Auban									
Saint-Blaise									
Saint-Dalmas-le-Selvage									
Sainte-Agnès									
Saint-Étienne-de-Tinée									
Saint-Jean-Cap-Ferrat									
Saint-Jeannet									
Saint-Laurent-du-Var									
Saint-Léger									
Saint-Martin-d'Entraunes									
Saint-Martin-du-Var									
Saint-Martin-Vésubie									
Saint-Paul-de-Vence									
Saint-Sauveur-sur-Tinée									
Sallagriffon									
Saorge									
Sauze									
Séranon									
Sigale									
Sospel									
Tende									
Thiery									
Toudon									
Touët-de-l'Escarène									
Touët-sur-Var									
Tourette-du-Château									
Tournefort									
Tourrette-Levens									
Tourrettes-sur-Loup									
Utelle									
Valbonne									
Valdeblore									
Valderoure									
Venanson									
Vence									
Villars-sur-Var									
Villefranche-sur-Mer									
Villeneuve-d'Entraunes									
Villeneuve-Loubet									